

M Thomas

[121]

COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

L'Utilité des deux Mondes.

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 6 Aout, 1789.

[No. 16.

ALLIANCE QUADRUPLE,
Entre les Cours de Russie, d'Autriche, de France et
d'Espagne.

ARTICLES.

I. En cas qu'aucune des parties soit attaquée par
mer ou par terre, les trois autres la défendront avec de
l'argent, et des forces de terre ou de mer.

III. Leurs Majestés Très-Chrétienne, et Catho-
lique, s'obligent de garder la plus stricte neutralité
dans la présente guerre des Turcs ; mais dans le cas où
l'Empereur seroit attaqué par quelqu'autre puissance,
le Roi de France lui fournira 30,000 hommes, ou
l'équivalent en argent, à la réquisition de sa Majesté
Impériale : et si le Roi de France est attaqué, l'Em-
pereur doit lui fournir les mêmes secours.

IV. Le Roi d'Espagne convient de son côté, de
l'article ci-dessus mentionné ; ce que fait aussi l'Em-
pereur envers lui.

V. Si l'Impératrice de Russie étoit attaquée dans
la présente guerre avec les Turcs, sa Majesté Très-
Chrétienne s'engage de l'aider de 8 vaisseaux de ligne
et de six frégates ; et sa Majesté Catholique doit lui
fournir les mêmes secours. S. M. Impér. s'engageant
à fournir à l'un ou à l'autre de ces puissances, les mêmes
secours, dans le cas où elles seroient attaquées.

VI. Le traité de commerce entre la France et la
Russie, conclu en 1787, aura lieu, et le même traité sera
signé respectivement par les cours de Russie et d'Es-
pagne.

VII. Le traité de 1761, entre la France et l'Es-
pagne, sera en pleine force.

VIII. Quoique ce traité ne soit purement que dé-

sensif, les parties s'obligent, que si quelqu'une d'elles
est attaquée, les trois autres ne feront point la paix,
avant que la province qui sera investie ne soit remise
dans le même état qu'elle étoit avant qu'elle fût atta-
quée.

IX. Toutes les fois qu'aucune des parties demandera
par ses Ambassadeurs les secours stipulés, par le
présent traité, les Ambassadeurs seront admis, récipro-
quement, aux conseils de guerre pour y délibérer, et
y arranger ce qui paroîtra être le plus avantageux aux
quatre parties contractantes, et les secours auxiliaires
feront augmentés, selon que les circonstances le de-
manderont.

Les hautes parties contractantes, pourront inviter
celles des puissances qu'il leur conviendra à accéder au
présent traité.

X. Le Danemark, sur tout, comme l'allié de la
Russie, sera invité à y accéder.

De Stockholm, le 6 Avril.

Les ordres du clergé, de la bourgeoisie & des paysans,
continuent d'être du même sentiment que le Roi, &
semblent être résolus d'accorder tout ce qui leur sera
demandé pour continuer la guerre, afin d'obtenir par
là une paix avantageuse à la Suède & à ses alliés. Dans
le département des finances on fait déjà des arrange-
mens qui y sont relatifs.

De Vienne, le 14 Avril.

Les préparatifs formidables pour la campagne pro-
chaine donneroient lieu d'espérer les plus grands succès,
si le malheur n'eût pas voulu, que nos braves troupes
fussent privées de plusieurs chefs habiles & expérimen-
tés. Le veld-maréchal de Laudon a eu une attaque
si violente de son ancien mal, que l'on craint pour ses

jours, ou du moins qu'il ne se rétablisse pas assez-tôt pour faire la campagne. Le veld-maréchal de Lascy se trouve si fort affaibli, qu'il ne peut se rendre à l'armée. Le prince Charles de Lichtenstein est toujours * dans un état à donner peu d'espoir de rétablissement, & le général de Vins est revenu ici fort malade, de l'armée de Croatie, dont il a remis le commandement, *ad interim*, au général baron de Wallis.

Au nombre des bruits réchauffés, sujets à caution, est celui de l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas qui se renouvelle. On dit même que l'Empereur se rendra, dans quinze jours, à Munich pour traiter de cet échange.

De Bruxelles, le 4 Mars.

L'Empereur a adressé des lettres circulaires, en date du 24 Février, au cardinal archevêque de Malines, aux évêques d'Anvers, de Namur, Bruges, Ypres & Ruremonde, à tous les abbés des différentes abbayes des Pays-Bas & aux visiteurs-généraux des ordres mendians, par lesquelles il leur est expressément ordonné de se conformer à l'édit du 16 Octobre 1786, au sujet de l'établissement du séminaire général de Louvain. L'archevêque doit se rendre dans cette ville le 8 de ce mois, au plus tard, sous peine de la saisie de son temporel, & y séjourner autant qu'il sera nécessaire pour qu'il avoue publiquement la pureté de la doctrine que l'on y enseigne, ou qu'il déclare ce qu'il y trouvera de répréhensible. Les évêques ont reçu l'ordre, sous la même peine, en cas de désobéissance, d'envoyer au séminaire général de Louvain, tous les théologiens de leurs diocèses qui n'ont pas encore achevé leurs cours de théologie, & cela avant le 15 de Mars prochain ; & les visiteurs généraux, tous les religieux de leurs ordres qui n'ont pas achevé leurs études dans l'espace de huit jours. Ces derniers sont menacés de plus, en cas de désobéissance, de la suppression immédiate des maisons de leur ordre, sans pension pour les individus.

Le visiteur-général des Dominicains a reçu en particulier l'ordre de faire revenir à Louvain tous les religieux de son ordre qui ont été envoyés à Douai pour y étudier la théologie.

* Depuis ce tems, il est arrivé des nouvelles que ce prince est mort le 21, après une maladie de trois semaines.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 16 Mars.

Le Roi de Suède a assemblé les états de son Roy-

aume pour discuter & régler les points suivans : 1°. Fera-t-on la paix avec la Russie & le Danemarck ? 2°. Dans le cas contraire, quels sont les moyens de continuer la guerre avec succès ?

Le parti Russe prétend que le monarque porte ses vues plus loin, & qu'il a envie d'étendre ses prérogatives, ainsi que de faire remettre entre ses mains la direction des fonds & d'obtenir une garantie pour les dettes qu'il a déjà contractées. Ce même parti se félicite de ce que l'emprunt que le Roi vouloit faire en Hollande n'aït pas réussi, & il déclare hautement, qu'il ne négligera rien pour engager les Etats à refuser le subside qui sera demandé pour continuer une guerre, qu'il désapprouve & qu'il regarde comme ruineuse.

Parmi les discussions importantes qui s'élèveront dans le parlement, quand le gouvernement aura repris son assiette ordinaire, celle de la traite des Nègres ne sera pas la moins intéressante. Les détails exacts qui ont été adressés au ministre par les planteurs des Indes Occidentales, & par les armateurs de Liverpool, relativement au commerce des esclaves Africains, & à leur traitement, ont tendu à dissiper l'erreur populaire qui a fait présenter tant de pétitions contre une des principales sources des richesses nationales. Toutes les personnes impartiales sont maintenant disposées à entendre la vérité. Il n'y a qu'une manie opiniâtre un fanatisme outré qui puissent plaider plus long-tems pour l'abolition d'un commerce que l'on a prouvé être, non-seulement nécessaire à la culture des Indes Occidentales, mais qui est compatible avec les règles de la justice & tous les principes de l'humanité.

Découverte importante pour tous les Négocians de l'Europe.

Extrait d'une lettre de Cowes, du 28 Février, adressée à M. le Camus de Limare, &c.

" Monsieur,

" Je viens dans l'instant de recevoir l'honneur de votre lettre du 28 du courant. En conséquence j'ai été trouver le capitaine Tobias Roston, maître du brick le Solide, venant d'Italie, chargé pour le Havre-de Grace, de fruits, laines, cuivre, &c. de relâche ici, supposé par un vent contraire ; il m'a dit qu'il sera prêt de mettre à la voile sous 15 jours ; & moi je compte dans 6 semaines, ou deux mois à peu-près.

" Le capitaine est venu lui-même dans ce moment me dire dans un mois.

" Vous saurez donc, Monsieur, que la cargaison est en magasin, & le bâtiment à doubler, depuis la préeceinte jusqu'à la quille, & doit faire un radoub entier & complet, pour le compte des assureurs, de la cargaison, ou de qui il appartiendra. Je pense que ce radoub pourra monter à 1000 guinées au moins, heureux pour les intéressés si le compte se borne là.

Le capitaine est ici depuis 5 semaines ; le tems étoit rude ; mais il auroit pu continuer sa route peu de jours après, le vent étant très-bon, 12 ou 15 jours l'eussent rendu au Havre-de-Grâce.

" En lisant mon autre lettre, vous serez en état de juger nos maximes & coutumes, dont je rougis.

" J'ai l'honneur d'être, &c."

A U M E M E.

A Cowes, Isle de Wight, le 28 Fev. 1789.

" Monsieur,

" Dix à douze bateaux fins rameurs, & excellens voiliers, rodent continuellement à l'est & l'ouest de l'isle ; 20 gros bateaux pilotent au large pour parler à tous les étrangers, afin de les conduire dans notre île ; c'est à qui les aura, tant les profits sont considérables. Les agens ou foi-distant correspondans qui font les plus rusés fripons qui existent, donnent quelques guinées au pilote pour les avertir du bâtiment venu en rade. On se rend à bord ; on fait des offres de service ; le capitaine accepte, on lui demande s'il est assuré ; s'il dit qu'oui, alors l'affaire est bonne, on l'engage à venir dans le port ; on suppose des dommages ; on se met en règle, & on proteste contre le tems & les dangers de la mer ; on engage le capitaine à décharger sa cargaison, & pour cette complaisance, on lui donne 10, 20, 30, 40, 50 guinées de cadeau personnel, & quelquefois plus, selon la grosseur du bâtiment & l'importance de sa cargaison. Cela fait, on fait une descente d'experts composée de charpentiers, forgerons, voiliers, cordiers, &c. & de deux malheureux patrons affidés, qui pretent serment sur les Sts. évangiles, que ledit bâtiment ne peut continuer sa route avec sûreté, sans telles & telles réparations, montant à la somme de tant ; qui est toujours beaucoup plus que le bâtiment, voiles, mâts, &c. ne valent ; alors on fait préparer un dîner somptueux, où tous les pilotes & leurs satellites sont invités ; on fait bombarde continue, & les capitaines assermentés, qui, souvent, sont des malheureux plus fripons que les voileurs de grand chemin, se prêtent à toutes ces abomi-

nables manœuvres : l'ouvrage fait, on se met encore en règle, & à l'abri des loix. Toute la cohorte infernale se rend en carosse devant les magistrats, pour certifier, par serment, que les fractures sont fidèles, & les capitaines, en présence, des juges, les signent, & on dîne encore ensemble ; j'ai vu de ces dîners coûter jusqu'à 10 guinées. On y reste souvent toute la nuit.

Ensuite on envoie le total, avec copie des mémoires, afin d'en avoir le paiement ; ce qui tarde encore d'un, de deux & trois mois le séjour des navires, quand les bâtimens viennent de la Hollande & de la Baltique. La réponse vient ; ou ne veut point payer : autre délai. Il arrive souvent que les assureurs laissent le bâtiment pour le compte des ouvriers, & font seulement vendre la cargaison. J'ai vu des bâtimens ici, dont le radoub simulé a monté à 2500 guinées, qui ont été vendus pour le compte des assureurs 300 guinées.

Plusieurs années de séjour dans cette île m'ont mis à portée de voir plus de 1000 exemples de ce que je viens de vous détailler. Le nombre de ces sorfaits est incroyable : si le capitaine de votre bâtiment ou votre agent s'est prêté à toutes ces manœuvres, le tems seul le découvrira ; mais j'ai mes doutes, & l'on se cache de moi. J'ai sauvé du naufrage nombre d'étrangers & de compatriotes depuis mon séjour dans cette île, & j'aurois fait de même de celui-ci, si j'avois été au logis, mais malheusement pour lui & les frêteurs j'étois en France. Si par la suite je pouvois, soit pour vous ou pour les assureurs, épucher sa conduite, je le ferrois avec un véritable plaisir."

[Les deux articles suivants pourront aller de pair avec les lettres précédentes.]

De Baltimore, le 7 Juillet.

Le brigantin Paca, allant de ce port au Port au Prince, découvrit, à la hauteur de la Bermude, un bâtiment qui étoit à la Cape : supposant qu'il étoit dans l'embarras, il arriva sur lui afin de lui parler—quand il fut à portée de voix, ce bâtiment lui dit qu'il étoit de la Virginie, qu'il alloit à Cadix ; le Cap. lui ordonna d'arriver parce qu'il avoit dessein de lui envoyer sa chaloupe à bord. Le Cap. Weatherby (de Baltimore) qui s'étoit apperçu qu'il montoit plusieurs gros canons et qu'il étoit équipé en proportion, crut qu'il n'avoit pas de temps à perdre—il commença à mettre toutes ses voiles déhors ; mais à peine eut-il viré que le pirate fit feu sur lui, et continua à le poursuivre pendant six heures. Le brigantin se sauva à

la faveur de ses voiles, et arriva au Port au Prince sans beaucoup de dommages. Le Cap. Weatherby communiqua cette aventure au Commandant du Port au Prince, qui se disposa à dépêcher une frégate pour poursuivre ce pirate. Il étoit sous pavillon Espagnol—peint en jaune, et la quille blanche. Cet avis nous a été transmis par M. David Plunket, qui vient d'arriver du Port au Prince.

De Portland, le 24 Juillet.

On a reçu avis Lundi dernier en cette ville, qu'un sloop du port d'environ 30 tonneaux étoit venu mouiller au *Cap-Cove*, vers le Cap Elizabeth ; que ce sloop, commandé par un Josiah Jackson, avoit gagné au large, quand on apprit qu'il venoit de la côte de Guinée et qu'il y avoit environ 4 mois qu'il étoit en route. Aussitôt que l'employé reçut cette information, il fit toute la diligence possible pour le ratraper, afin de le saisir ; mais les habitans, avoient été gagnés pour lui aider à pousser au large, desorte que personne ne voulut lui donner main forte. Mais à son retour, plusieurs personnes offrirent d'aller à sa poursuite—une légère goëlette fut bientôt aprêtée, et ils partirent Lundi au soir.—Ils le ratrapèrent Mercredi, et le ramenèrent dans ce port ; après avoir interrogé l'équipage, on trouva que le Cap. ne s'accordoit pas avec ses matelots, ni ses matelots les uns avec les autres, dans les détails qu'ils donnèrent de leur voyage, de leur cargaison, de leur propriété, &c. Enfin la confession d'un *Hans Hanson* apprit, qu'ils firent voile de Londres dans le courant de Mars, 1788 ; que leur bâtiment avoit été fretté par un Jean Conner qui l'avoit commandé, et qui en étoit le principal propriétaire ; qu'ils avoient été à la côte de Guinée, où ils avoient pris une cargaison d'ivoire, de poivre, &c. qu'ils prémeditèrent le dessein de tuer le Cap. J. Conner—ce qu'ils firent en Décembre dernier—and qu'ils continuèrent leur route pour l'Amérique, après avoir donné le commandement du Sloop à Josiah Jackson. Les employés se sont assurés de la cargaison aussi bien que de l'équipage et ils en vont donner avis aux intéressés.

F R A N C E.

De Paris, le 26 Avril.

Les lettres particulières du Nord annoncent que la nouvelle constitution de Suède, proposée par le Roi & acceptée par les trois orders du clergé, de la bourgeoisie & des paysans, est bien loin de l'être par l'ordre

équestre. La sévérité dont on a usé à l'égard de quelques-uns de ses membres a aigrî cet ordre, & on auroit craint que la dérogation formelle à la constitution de 1772, n'occasionât de grands troubles dans le royaume, s'il n'étoit survenu un changement notable dans le système politique d'une cour puissante alliée de la Suède. Il paraît par des avis ultérieurs de Berlin, & de quelques autres endroits de l'Allemagne, que la paix ne sera point troublée, & que les deux cours Impériales continueront sans inquiétude, & sans diversion, leurs opérations contre la Porte. Les Turcs de leur côté se disposent à rentrer dans le Bannat, & un corps de troupes Ottomanes est prêt à repasser le Danube. L'Empereur a dû se mettre en route le 15 de ce mois pour se rendre à son armée de Hongrie.

On mande d'Aix en Provence, que le parlement a nommé une commission composée de MM. de Thoram, père, & du Bourguer, conseiller, avec M. de Montmeyan, avocat-général, pour aller informer à Manosque d'une émeute élevée par le peuple contre M. l'évêque de Sisteron. Ce prélat se rendoit à Lurs : en passant par Monosque une populace effrenée s'attroupa autour de lui & l'assaillit, au point qu'il fut blessé par des coups de pierres. Un détachement de troupes accompagne la commission du parlement.

S'il faut en croire quelques lettres de Bretagne, le règlement qui vient d'y être envoyé pour les élections a réuni le suffrage des personnes les plus sensées, & on croit que les ordres se rendront aux sages motifs qui ont déterminé ce règlement. Il a été même question du retour en Bretagne des Bretons qui se trouvent dans cette capitale, mais on ajoute qu'ils ont résolu de présenter un nouveau mémoire à S. M. avant leur départ.

Nouveaux députés élus.—Chartres, L'évêque de Chartres, M. Jumantier, curé de St. Hilaire, Suplément, pour le clergé ; M. le baron de Montboissier, M. Talon, le suppléant, pour la noblesse ; MM. Pétion, avocat, & Bouvet, négociant, pour le tiers-état ; MM. Ozeau & le Tellier, suppléants.—Sezannes en Brie. Le curé de Brouailles, pour le clergé ; le marquis de Pleurs, M. de la Berge, conseiller au parlement, le suppléant, pour la noblesse ; MM. Moutier, lieutenant-général, & le maire de Dormans, pour le tiers-état. Senlis. Le curé de Sergy, pour le clergé ; M. le duc de Levis, pour la noblesse ; M. le Blanc, maire de Senlis, & M. de la Cour, propriétaire à Blaye, pour

le tiers-état.—Montargis. Le doyen de Loire, pour le clergé ; M. le comte de la Touche, pour la noblesse ; MM. de Bois des Guais, lieutenant-particulier, & de la Jacquierie, pour le tiers-état.

Dimanche dernier tous les Princes & toutes les Princesses du Sang se sont rendus à Versailles pour faire compliment à la Famille Royale sur le mariage de S. A. R. Mgr. le duc d'Angouleme avec S. A. S Mlle. d'Orléans.

Il a été tenu ces jours derniers en présence de M. le garde-des-sceaux une conférence relative à la liberté de la presse. Cette conférence sera continuée demain devant M. le directeur général de la librairie. Les intentions du gouvernement & l'arrêté du parlement du 8 Décembre dernier, sont d'accord sur les principes à suivre, dans cette branche si importante à la liberté publique. A voir le nombre désordonné de bons & méchans écrits qui ont paru depuis quelque tems, il semble que la question de la liberté indéfinie a été préjugée, avant même que la nation n'ait statué sur les peines à infliger aux écrivains qui auront blessé les loix, les mœurs & les personnes. On commence à parler d'un mémoire manuscrit fort bien fait sur cette matière, par un magistrat philosophe & homme d'état, dont l'autorité est d'un grand poids, & qui ayant été lui-même à la tête de l'administration, établit sur la raison & sur les faits la justice & la nécessité de la liberté de la presse.

Les écrits se multiplient toujours beaucoup sur les affaires actuelles, mais ils prennent en général une teinte plus patriotique. Les discussions antérieures semblent avoir muri les esprits ; on n'ose plus mettre en avant, comme autrefois, la méfiance contre le gouvernement & le ministère, & si quelques gens se permettent des houssarderies, leurs pamphlets insultans ou déraisonnables sont repoussés par la raison & l'opinion publique, de sorte que les progrès de l'esprit national sont sensibles, & font justement espérer qu'il paroîtra dans tout son jour à la prochaine assemblée des Etats-Généraux.

Continuation des Travaux du Congrès.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Samedi, 11 Juillet.

L'on a reçu aujourd'hui, selon l'ordre du jour, le rapport de la Chambre en comité, sur le bill de la perception des impôts. Ce rapport fut lu et renvoyé à Lundi prochain pour une troisième lecture.

Lundi, 13 Juillet. Le rapport du bill des impôts a été remis à demain.

On fit la motion que la Chambre prît connoissance du rapport du comité, sur le mémoire d'André Ellicot, Arpenteur.—Ce rapport expose que l'arpentage, ordonné par le Congrès, des terres cédées aux Etats-Unis en 1786, soit complété incessamment, et que l'arpenteur soit payé de ses frais.

M. Sedgwick observa que comme ce sujet enveloppoit certaines acquisitions, dans lesquelles plusieurs citoyens du Massachusetts étoient intéressés, et qu'il n'avoit pas alors les titres nécessaires, il souhaitoit que cette question fût remise au lendemain.

M. Scott répondit qu'il ne pensoit pas que les raisons données par M. S. suffisent pour retarder cette opération—que le présent objet n'étoit pas d'entrer dans les droits des intéressés ; que l'arpentage des terres pouvoit être achevé, sans que les droits des propriétaires fussent violés.

M. Sedgwick dit, qu'il ne demandoit à retarder cette question que jusqu'à demain—cette motion fut agréée.

Ensuite, à la motion de M. Scott, la chambre se forma en comité sur l'état de l'union. On prit le sujet des terres de la partie de l'ouest.—Il fut lu un arrêté, “ que l'avis de ce comité est qu'il soit passé un acte par le Congrès, établissant un bureau territorial à l'effet de régler les conditions sous lesquelles on pourra accorder des terres vacantes de la partie de l'ouest.”

M. Scott se leva et dit, Monsieur, je conçois que l'objet qui est sous nos yeux est de la plus grande importance pour les Etats-Unis. L'étendue de cette contrée est, d'après les descriptions qui en ont été données, de 1000 miles en longueur sur 500 de largeur—elle doit être peuplée dans peu d'années par 6,000,000 d'âmes, dont la plus grande partie sera de laboureurs, ce qui est le double du nombre des habitans des Etats-Atlantiques. Le climat, les eaux, le sol, la température sont heureusement calculés pour les habitans de chaque partie du continent ; ils le trouveront sain, et agréable. Le commerce avec les Indiens pour la pelletterie y est devenu précieux. La vente qui a déjà été faite des terres, monte à près de cinq millions de dollars, et il n'y en a encore qu'une fort petite partie vendue. Cependant elle a déjà servi à payer presq'un cinquième de la dette domestique des Etats-Unis. Les divers efforts de tous

les genres en ont-ils pu faire autant ? non, et cette considération enhérit sur cette propriété, et la rend même de la plus grande importance à l'avenir.—Nous avons disposé d'une partie de ces terres en faveur de nos officiers et de nos soldats ; mais ce qui leur a été concédé n'est qu'une bien petite partie, en comparaison de ce qui nous reste.—L'honneur de la nation est intéressé à secourir cette classe de citoyens utiles, il serait inhumain de les regarder comme les rebuts de la société. Nous sommes obligés de leur procurer toute la protection, et tous les droits et immunités auxquels ils ont le droit de prétendre comme citoyens des E. U.—D'un autre côté, nous nous sommes engagés par de traités à protéger les natifs dans la possession de leurs terres, il est de l'intérêt des E. U. d'adhérer aux traités faits avec les Indiens ; il nous ferait très-pénicieux que cette contrée fût peuplée par une troupe errante de bandits. La Justice, l'honneur et la bonne foi demandent à grands cris que nous ne trompons pas l'attente de ceux qui se sont fiés à nous.—Mais il est un point que l'on dispute, et qui a beaucoup de poids.

Il a été avancé qu'à moins que l'on n'arrête les progrès des établissements dans cette partie, les Etats Atlantiques seront bientôt déserts.

A. Dieu ne plaise que je veuille favoriser la dépopulation des Etats Atlantiques ; je n'opinerois point à cette mesure si je prévois qu'elle pût avoir cet effet. Mais si j'ai bien vu, il me semble que l'émigration aura lieu dans cette partie, en dépit de tous les réglements qu'on pourroit faire pour la prohiber. J'ai déjà fait mention ailleurs des promesses que les états voisins faisoient aux émigrants ; de nouveaux avis me confirment ce que j'annonçai alors—(ici M. Scott lut une proclamation du gouvernement Espagnol, qui assure à chaque émigrant toute sorte de protection et de liberté religieuse, civile, &c.) On ne doit pas craindre que les anciens planteurs des Etats Atlantiques veulent émigrer. C'est une autre sorte d'hommes qui forme l'émigration.—Le Congrès peut-il par une loi distinguer les personnes disposées à émigrer de celles qui ne le sont pas ? Peut-il faire une loi qui empêche le malheureux de chercher un asyle ? Non, il faut vouloir ce qu'on ne peut empêcher.—Le Congrès doit songer à tirer la meilleure partie qu'il pourra des établissements de la partie de l'ouest.

Les uns nous disent que tous ces habitans feront perdus pour les Etats-Unis—d'autres, que cet agrandissement causera la chute de la nation.—Rome, dit-on, fut écrasée sous son propre poids, sous le poids de ses colonies, de ses établissements lointains. Il me semble qu'on devroit attribuer la chute de Rome à une autre cause : C'est à mon avis, à la division, c'est au changement du siège de son gouvernement, que Rome a dû sa perte, et non à ses colonies. D'ailleurs ces inductions ne sont point applicables à l'Amérique.

M. S. conclut par la motion qu'il fut nommé un comité pour rédiger un bill, sur l'établissement d'un bureau territorial.—Cette motion fut agréée.

Ensuite il fut lu un arrêté qui ordonne que ce bureau territorial soit mis sous la direction du gouverneur des territoires de la partie de l'Ouest.

M. Sherman observa que les terres de cette contrée étoient en effet très-importantes pour les E. U. ; que leur culture pouvoit ne pas être très-nuisible à l'Union, si elle étoit graduelle, et si elle n'employoit qu'une certaine classe de citoyens—mais qu'il avoit grand'peur d'ouvrir un vaste champ à la spéculation, dont l'esprit calculateur monopoliseroit une grande partie de ces terres, et reduiroit le prix des fonds publics, au grand désavantage des créanciers des Etats-Unis—en conséquence M. Sh. s'opposoit à cette mesure.

14 Juillet.—Ce jour se passa en débats sur le bill du tonnage.—On reçut aussi un rapport partiel du comité des élections, concernant les élections du New-Jersey.

15 Juillet. On lut le rapport du comité des élections—ce rapport représente à la chambre, que plusieurs des faits mentionnés dans la pétition demandent des preuves, que le comité ne se croit pas autorisé à rassembler—qu'il demande les ordres de la chambre à ce sujet.

M. Boudinot (membre du New-Jersey) rapporta plusieurs des circonstances relatives à cette élection. Il observa que ni lui ni ses collègues présens n'avoient sollicité les suffrages de leurs constituans—qu'ils n'entrent pour rien dans l'élection qui avoit occasionné les plaintes sous les yeux du comité—que lui et ses collègues se trouvoient dans la Chambre en vertu d'une ordre du pouvoir exécutif de l'état de New-Jersey—que l'élection avoit été trouvée légale—que la conduite du Gouverneur avoit été censurée ; mais que les transactions du Gouverneur et du Conseil avoient été

publiées, et qu'elles étoient sous les yeux du comité, &c.

Ce rapport arrêta l'attention de la Chambre, quant aux moyens de procéder à l'examen des preuves.—Il fut fait une motion par M. Seney, que la Chambre reçût les dépositions des témoins, Mercredi prochain.—Cette motion fut négativée.

Jeudi 16. M. Baldwin, du comité nommé pour préparer un bill pour la liquidation des dettes des Etats-Unis, envers les Etats divers de l'Union, présenta un bill tendant à établir un conseil, composé de trois commissaires, dont la décision devra être finale. Ce rapport fut mis sur la table.

Ensuite on prit connaissance du rapport fait par le comité des émolumens.

A l'article des émolumens du Président, il y eut de longs débats.—M. Sherman suggéra les avantages de soumettre cette question à un comité composé d'un membre de chaque Etat.

M. Livermore proposa que l'espace laissé en blanc fût rempli par 18,000 dollars, observant que les émolumens du Président de l'ancien Congrès montaient à environ 12,000 dollars—qu'il n'oublioit pas la différence du prix des choses, et qu'il étoit en faveur d'émolumens généreux.

M. Tucker proposa 26,000 dollars pour la première année, et 15,000 pour les trois suivantes.

M. Stone dit qu'il maintenoit que 25,000 dollars étoit la plus petite somme, qui pût suffire.

M. White dit, Monsieur, je crois qu'avant de déterminer cette question, il est nécessaire de savoir quel train doit mener le Président, et quelle figure il doit faire : s'il doit vivre avec éclat, la somme de 25,000 dollars est insuffisante. Il me semble qu'il sera difficile de décider cette question, avant d'avoir établi de quelle manière le Président doit vivre.

M. Baldwin rendit compte sommairement des sentimens du comité. Il fit voir que la somme agitée avoit eu l'approbation du comité, observant qu'il avoit eu égard au personnage qui remplit la présidence—enfin que le comité étoit d'avis qu'on devoit plutôt excéder cette somme que de la diminuer.—M. Boudinot s'accordait avec M. Baldwin ; il ajouta, qu'il étoit plutôt en faveur d'une augmentation que d'une diminution.

De New-York, le 21 Juillet.

On doit espérer, observe un correspondant de la *Gazette of the United States*, que la législature s'occupera de l'état de nos finances dans le cours de cette session, et qu'elle ne différera plus un objet aussi important. Les intérêts croissans ajoutent continuellement au principal ; et si on les laisse accumuler, ils ne peuvent manquer de déshonorer l'état, en opprimant les citoyens. C'est l'extrême inexactitude à remplir nos engagements, qui a détruit cette confiance si nécessaire à la conservation du crédit public, qui ne peut se rétablir qu'avec les efforts combinés de notre législature pour accomplir toutes ses promesses. D'après un état, publié l'hiver passé, par un sénateur, il paraît que les fonds suffisent pour payer les dettes échues ; pourquoi ne s'en occupe-t-on pas ? Certes les créanciers publics meritent autant, si non même plus d'attention qu'aucune autre classe de citoyens ; et si leurs demandes sont justes (ce qui a toujours été admis) c'est à la législature à s'occuper de leurs dettes. Il s'est passé session après session sans qu'on leur accorde le moindre soulagement.

De BOSTON, le 6 Aout.

Des lettres particulières de St. Domingue mandent que la division aux ordres de M. Depondevèze devoit partir du Cap vers le 1er. Juillet, pour Boston.

Les lettres de New-York informent que le bill judiciaire sera pris en considération et sera combattu vivement.

Le comité nommé pour examiner le sujet des amendemens a rassemblé et rédigé des principes ; on espère qu'il ne tardera pas à faire son rapport. Les amendemens sont d'un genre à appaiser les mécontents sans porter la moindre atteinte à la constitution, et alors on ne peut douter de l'assentiment du Congrès.—Si on en proposoit d'autres qui affectassent essentiellement la constitution, il est probable qu'ils seroient rejetés.

Du même lieu.

Le bill de perception a été renvoyé du Sénat avec quelques réformes qui ont été accueillies. On doit nommer les officiers incessamment, et l'on a lieu de croire que ce sera les mêmes officiers qui ont exercé sous les gouvernemens particuliers.

Du 30. On en est à la seconde lecture d'un bill pour l'enregistrement des batimens, et pour le règlement du cabotage.—Ce bill ne tardera pas à être fini.

**ACTE DU CONGRES DES ETATS-UNIS,
portant imposition de droits de tonage.**

QU'IL soit statué par le Sénat et la Chambre des Représentans des E. U. assemblés en Congrès, que les droits suivans seront, et par ces présentes, font imposés, sur tous les navires qui entreront dans les Etats-Unis, c'est-à-dire, sur tous les navires construits dans les Etats-Unis, et appartenans tout entiers à un ou à plusieurs citoyens desdits Etats ; ou qui n'auront pas été construits dans les Etats-Unis ; mais qui auront appartenu depuis le 29 de Mai, 1789, à un ou à plusieurs citoyens des Etats-Unis, et qui continueront de leur appartenir, à raison de 6 sols par tonneau.

Pourvu toute fois, et il est statué, qu'aucun navire construit dans les dits Etats, et appartenant à un ou à plusieurs des citoyens, ne payera les droits de tonage plus d'une fois par an, quand il sera employé au cabotage.

Et il est encore statué, que tous les navires qui seront employés à voiturer aucune des productions des manufactures ou du sol des Etats-Unis, sur les côtes, d'état à état, à moins que ces navires ne soient construits dans les Etats-Unis, et n'appartiennent à un ou à plusieurs citoyens des Etats-Unis, payeront, à leur entrée, cinquante sols par tonneau.

Et il est encore statué, que le présent acte sera valide, à compter du quinzième jour d'Aout prochain.

FREDERIC AUGUSTE MUHLENBURG,
Orateur de la Chambre des Représentans.

JEAN ADAMS, Vice-Président des Etats-Unis,
et Président du Sénat.

Approuvé—le 20 Juillet, 1789.

GEORGE WASHINGTON,
Président des Etats-Unis.

Pour mettre nos lecteurs à portée de juger des frais du gouvernement des Etats-Unis, nous leur présentons un aperçu des besoins, tels qu'ils ont été rapportés par le comité préposé à cet effet, pour l'année 1789.

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro.—On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall ; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing ; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et M. John Feno ; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey ; et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis.—L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.

Piastres. 90èmes.

Frais du gouvernement de cette année, y compris les arrérages d'années précédentes,	630,101 - 28
Total des intérêts dûs sur la dette étrangère, - - - -	1,840,071 - 65
Total des rembours de la dite dette actuellement dûs, - - - -	1,562,899 - 81
Total des intérêts de la dette domestique, échus le 31 Décembre, 1789, - - - -	3,286,070 - 12
Arrérages de réquisitions précédentes, qui demanderont une taxe payable en facilités,* de la somme de 960,466 - 81	
	8,285,603 - 87

N. B. Malgré la provision faite par le Congrès pour délivrer des facilités du bureau d'emprunt du continent, pour le payement des intérêts de la dette domestique, du 31 Décembre, 1787, plusieurs de ceux qui ont des sécurités publiques ne se sont jamais présentés, pour recevoir ces facilités, en conséquence les Etats-Unis devront des sommes considérables d'intérêt, si on permet aux possesseurs des fonds publics de recevoir leur intérêt d'aucune autre manière.

Il paraît encore par la cédule N°. 7, que les Etats-Unis ont anticipé la somme de 218,647 dollars et 76 90'emes en décrets [*warrants*] tirés sur le trésor, en conséquence des différentes réquisitions d'espece, du Congrès, aux différens Etats : il faut pourvoir au payement de ces warrants, soit par une collection de numéraire sur les requisitions mentionnées, soit par quel qu'autre appropriation du Congrès.

Il paraît aussi par les Journaux du Congrès de 1784, page 482, cédule N°. 4, qu'il est dû aux Fermiers Généraux de France, par les Etats-Unis, la somme de 846,771 livres tournois, 14 sols et cinq deniers, d'un contrat signé par Benjamin Franklin, le 17 de Novembre, 1781, comme balance dûe d'un emprunt d'un million de livres tournois, du 3 Juin, 1777, fait par MM. Franklin et Deane, agens des Etats-Unis.

* Promesse d'intérêt du bureau d'emprunt.